

20140402-La relation Russie-Occident au prisme ukrainien

L'affaire de Crimée et la crise internationale autour de l'Ukraine sont les révélateurs du conflit géopolitique qui, depuis les années 2000, se noue entre la Russie et l'Occident. Ce conflit met en évidence le revanchisme, le révisionnisme et le réunificationisme de la politique conduite par le Kremlin sur les confins orientaux de l'Union européenne (UE). Ainsi le Partenariat oriental de l'UE prend-il tout son sens. Il doit être le point de départ d'une active politique d'engagement dans l'Est européen et le Sud-Caucase.

Si le Partenariat oriental a parfois été présenté de manière technique et fonctionnelle, la situation politique ukrainienne et les tensions avec la Russie mettent en évidence les enjeux géopolitiques que recouvre ce système de relations entre l'UE et ses voisins est-européens. En effet, le déploiement de troupes russes dans la presqu'île de Crimée et le rattachement de cette partie du territoire ukrainien à la Russie sont à l'origine d'une grave crise internationale dont la mesure n'a peut-être pas été pleinement prise en compte. Au vrai, cette crise entre la Russie et l'Occident est l'expression d'un conflit géopolitique plus large sur l'axe Est-Ouest. A bien des égards, elle doit être considérée comme un point tournant dans les relations que les Occidentaux entretiennent avec Moscou, en bilatéral comme à travers les instances euro-atlantiques (OTAN et UE).

Un aperçu des représentations géopolitiques russes

Par la force des choses, les coordonnées historiques, géographiques et géopolitiques de la problématique ukrainienne sont désormais connues du public éclairé. Nous ne les reprendrons pas et insisterons plutôt sur les principaux enseignements de cette crise. Le conflit qui s'est noué autour du positionnement international de Kiev accuse les lignes de force des représentations géopolitiques russes. On sait l'importance conférée par Vladimir Poutine et la classe dirigeante russe à la question de l'Ukraine dont l'existence en tant qu'Etat souverain, effective depuis 1991, est présentée par Moscou comme illégitime. Une fois l'Ukraine détournée de l'Europe, via pressions et menaces, l'idée directrice du « partenariat stratégique » russo-ukrainien, négocié en décembre 2013, était donc de rallier Kiev à l'Union douanière Russie-Biélorussie-Kazakhstan. Celle-ci constitue le socle et l'antichambre d'une future « Union eurasiennne », politiquement intégrée et centrée sur la Russie. Ensuite, Moscou pourrait se poser en superpuissance et rivaliser avec l'Occident. Pour ce faire, le président russe et son homologue ukrainien misaient sur l'apathie politique des citoyens ukrainiens et leur lassitude envers les jeux de pouvoir.

A *contrario*, la volte-face de Viktor Yanoukovitch et le refus de signer un accord d'association à l'UE auront été le point de départ d'une insurrection civique, réprimée dans le sang, jusqu'à ce que Yanoukovitch s'enfuit honteusement en Russie (22 février 2014). Mis en échec au « centre », dans la capitale ukrainienne, Poutine a répondu au moyen d'un raid géopolitique sur la Crimée (27-28 février 2014), au mépris des engagements pris par l'Etat russe quant au respect des frontières de l'Ukraine (mémoire de Budapest, 1994 ; traité d'amitié et de coopération russo-ukrainien, 1997). Trois mots clefs peuvent ainsi résumer les représentations géopolitiques qui surdéterminent la stratégie russe : révisionnisme, réunificationisme et revanchisme. La volonté de revanche de la « Russie-Eurasie » suscite la révision par la force des frontières russes et anime le projet de réunification des Etats successeurs de l'URSS dans une union eurasiennne. En retour, l'idée selon laquelle Poutine serait le partenaire naturel de l'UE et de l'OTAN – un partenaire rugueux certes, mais simplement soucieux d'améliorer les termes de l'échange avec l'Occident –, est battue en brèche.

Le dilemme sécurité-économie

A la suite du rattachement de la Crimée, les Etats occidentaux se sont accordés pour mettre en place un dispositif à l'encontre de la politique. Sur le plan militaire, ils s'en tiennent à une posture de dissuasion, signifiant ainsi à Moscou les limites à ne pas franchir. Sur le plan politico-diplomatique, les Occidentaux ont organisé un front commun et ils refusent d'entériner l'annexion de la Crimée, contraire au droit international. Au sein du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations unies, ils ont su mettre en évidence la solitude diplomatique de la Russie. Des sanctions à l'encontre de personnalités russes ont aussi été adoptées, à Bruxelles comme à Washington, avec des effets économiques immédiats sur la bourse de Moscou, la fuite des capitaux et les perspectives économiques de la Russie. Avec l'accélération des dernières semaines, le montant des capitaux ayant fui la Russie a déjà dépassé celui de l'année 2013 (73 Mds \$ contre 52 Mds \$ l'année précédente). Au-delà des premières mesures adoptées dans l'urgence, les Occidentaux sont confrontés au dilemme sécurité-économie et aux choix requis par la primauté politique des questions de sécurité.

Depuis le G7 du 24 mars 2014, des sanctions économiques ciblées sont à l'étude, avec pour objectif de détourner Poutine d'une action militaire de plus grande envergure dans l'Est et le Sud de l'Ukraine, voire jusqu'à la rive gauche du Dniestr (la Transnistrie prétend se séparer de la Moldavie). Inévitablement se pose la question des exportations énergétiques russes vers l'Europe, avec la crainte d'un embargo décrété par le Kremlin (voir les précédents de 2006 et 2009). Il est aujourd'hui bien connu que l'Europe dépend du gaz russe pour le quart de ses besoins et Moscou considère les exportations énergétiques comme un levier de puissance. Si un embargo russe sur les flux pétro-gaziers aurait bien un effet immédiat et brutal sur l'Europe, il faut pourtant rappeler que la dépendance est réciproque : 56 % du pétrole et 85 % du gaz exportés par la Russie le sont à destination de l'Europe. Le PIB de la Russie, son commerce extérieur et ses ressources fiscales reposent sur l'énergie. Sur un plan plus large, l'Europe représente la moitié des débouchés de la Russie, celle-ci ne totalisant que 7 % du commerce extérieur de l'UE (4,7% pour l'Eurozone), la vulnérabilité de l'UE ne devant donc pas être exagérée. *In fine*, la multiplicité d'intérêts commerciaux partiels et contradictoires ne saurait l'emporter sur les impératifs de défense et de sécurité.

Une autre « image du monde »

Le conflit géopolitique émergent entre la Russie et l'Occident appelle une mise en perspective. Il est l'aboutissement d'une lente dégradation des relations Est-Ouest qui a très largement réduit la portée des partenariats mis en place dans les années 1990, aux plans bilatéral et multilatéral (cf. les partenariats de l'OTAN et de l'UE avec Moscou). Dès le milieu des années 2000, les désaccords étaient palpables et l'attaque russe sur la Géorgie, en août 2008, aurait dû rendre la chose évidente aux yeux de tous. L'annexion *de facto* par la Russie de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, non anticipée par ceux qui voulaient voir dans la guerre un simple incident de parcours, était déjà un exercice de révisionnisme géopolitique. Pourtant, la diplomatie du « *reset* » a perpétué l'illusion d'un possible grand partenariat russo-occidental, avec pour corrélat une politique de complaisance dans l'Est européen et le Sud-Caucase. Ainsi l'arrivée au pouvoir du Parti des régions a-t-elle été parfois perçue et présentée comme une opportunité à saisir, afin d'imprimer un nouveau cours à la politique russe des Etats-Unis, de l'UE et de l'OTAN. En cela, l'affaire de Crimée est aussi l'échec du « *reset* ».

Désormais, le caractère conflictuel des relations entre la Russie et l'Occident ne peut plus être nié et une éventuelle complaisance à l'égard du Kremlin apparaîtrait comme telle. La situation devrait retentir sur les représentations géopolitiques des Occidentaux et leur « image du monde ». En premier lieu, la volonté russe de resatelliser l'Est européen et les lignes de partage de l'Ancien Monde invalident la thématique de la « maison commune » et des complémentarités naturelles, censée justifier le pseudo-partenariat entre l'UE et la Russie. Face au révisionnisme du pouvoir russe, il faut faire front et la capacité des Occidentaux à conduire une politique résolue dans l'*hinterland* européen déterminera les frontières orientales de l'« Europe une et libre ». La

crise autour de l'Ukraine et la saisie de la Crimée mettent aussi en cause la représentation géoéconomique du monde qui domine l'Occident ; l'unification technico-marchande du globe et la compétition économique n'ont pas aboli rivalités de puissance « dure » et conflits territoriaux. Enfin, le « monde multipolaire » se donne pour ce qu'il est : une polémique contre l'hégémonie historique de l'Occident. Poutine veut poser la « Russie-Eurasie » comme puissance tierce entre l'Occident et la Chine et cette vision d'un monde tripolaire est plus en adéquation avec les rapports de force planétaires.

En conclusion

C'est à contrecœur que l'UE et ses Etats membres s'engagent dans un conflit géopolitique avec la Russie et leurs dirigeants sont soucieux de maintenir des canaux de négociation. Pour peu que la Russie se satisfasse de la Crimée et renonce aux régions orientales et méridionales de l'Ukraine, les uns et les autres laisseraient volontiers en suspens les sanctions économiques et c'est aussi la tendance de Washington. Simultanément, les Occidentaux semblent avoir compris la logique profonde du système de pouvoir de la Russie et le révisionnisme géopolitique qu'il implique. A cet égard, la réévaluation de la situation par l'Allemagne est lourde de sens.

La présente crise entre la Russie et l'Occident n'est donc pas une simple poussée de fièvre qu'une thérapie adéquate, à base de « dialogue », pourrait faire disparaître. Jusqu'à l'élection présidentielle ukrainienne, la situation demeurera dangereuse et volatile. Si le cap est franchi, les tensions pourraient un temps s'apaiser mais le conflit demeurera et, en conséquence, il faut se préparer à d'autres développements. A l'évidence, les variations sur la « finlandisation » sont dépassées par les événements et la situation requiert un engagement résolu : la pleine association de l'Ukraine aux instances euro-atlantiques et une politique de la « porte ouverte ».

Jean-Sylvestre Mongrenier
Chercheur associé à l'Institut Thomas More